

Alors que le gouvernement annonce 16 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale pour la rentrée prochaine, les collèves, dont ceux de Vaulx, subissent des coupes dans l'attribution de leurs moyens.

Moins de moyens pour les collèves

DANS ce contexte de diminution des moyens aux collèves, l'Inspection académique, chargée de leur répartition au niveau du département, a choisi de revoir à la baisse les heures attribuées au collège Barbusse, pourtant classé Ambition Réussite. Pour Denis Pourrat, enseignant à Barbusse, représentant syndical de Sud Education : *"Le gouvernement est dans une logique comptable"*. Selon lui et les autres représentants syndicaux CNT-Education et SNES-FSU, l'annonce de la diminution de la dotation horaire globale pour la rentrée prochaine s'inscrit dans une politique *"visant à détruire le travail entrepris depuis une dizaine d'années"* et s'avère catastrophique pour les élèves dont *"90 % des familles sont dans la catégorie sociale défavorisée"*.

Eric Bellot, le principal du collège Barbusse constate : *"À la rentrée, nous recevons une enveloppe d'heures qui permet d'assurer les enseignements. En septembre nous avions une dotation horaire globale de 874 heures, pour la rentrée prochaine nous aurons 845 heures. Il n'y aura pas de suppression de postes et nous allons garantir l'enseignement de la langue arabe"*. En revanche, la diminution de la dotation globale horaire va entraîner la

disparition de dispositifs d'aide aux élèves : les classes de 4^e bénéficiaient d'un soutien très spécifique qui va être supprimé et il ne sera plus possible de répartir les élèves en groupe pour les cours de sciences en 5^e et 4^e. Le collège Barbusse n'est pas le seul établissement concerné puisque, pour le département du Rhône, la baisse est de 800 heures. Les enseignants estiment qu'il n'y pas d'autre alternative que de *"se battre car nous voulons que nos élèves puissent poursuivre leurs études dans de bonnes conditions. Nous avons eu un taux de réussite de 80 % au brevet cette année, alors que nous étions à près de 45 % il y a quelques années. Non seulement nous avons réussi à obtenir la paix sociale à Barbusse mais de plus à conduire nos élèves vers la réussite"*. Ils ont déposé un préavis de grève pour le 1^{er} mars, mais gardent l'espoir que l'inspectrice d'Académie leur accordera une entrevue d'ici-là : *"C'est ce que nous lui avons demandé dans un courrier qui, pour l'instant, reste sans réponse"*, précise Mickaël Goyot, enseignant et délégué syndical.

Les personnels du collège sont soutenus par les élus de la Ville et les parents d'élèves délégués, prêts aussi à se mobiliser pour le sort de leurs

enfants. Car, pour Stéphanie Stupak, parent d'élève siégeant au Conseil d'administration, *"c'est bien l'avenir de nos enfants qui est en jeu. Comment, en effet, conserver la même qualité d'enseignement lorsque les moyens diminuent ? Aussi bien la direction que les enseignants sont à l'écoute des parents et des élèves. Il existe une vraie volonté d'aider les élèves. Mais avec moins d'heures, les enseignants n'auront plus le temps de s'investir autant. Ce n'est pas parce que nous habitons dans des quartiers dits difficiles que nos enfants n'ont pas le droit à la réussite"*, s'insurge-t-elle.

Une colère d'autant plus justifiée que le 3 novembre 2009, Luc Chatel, le ministre de l'Éducation nationale déclarait à propos de la politique du gouvernement en matière d'éducation : *"Notre principal objectif est de lutter contre l'échec scolaire. Dans les Zones d'Éducation Prioritaires, lutter contre l'échec scolaire, c'est faire plus pour ceux qui ont moins (...). Trois ans après la création des réseaux Ambition Réussite le bilan est encourageant. Nous devons concentrer les moyens là où les besoins sont les plus criants. Faire d'avantage pour les élèves qui ont des difficultés"*. Dont acte.

Jeanne Paillard



Pas d'étudiants pour les remplacements à Barbusse

EN MÊME temps que le couperet tombait sur la dotation horaire globale, revue à la baisse pour la rentrée prochaine, les enseignants apprenaient que leur bataille concernant le remplacement des professeurs par des étudiants préparant le concours du Capes était, en partie, gagnée. *"Nous avons appris que l'Inspection académique n'enverrait pas d'étudiants stagiaires à Barbusse. Mais le problème sera déplacé sur d'autres établissements. Ce dispositif n'est pas acceptable. Il s'agit de mettre une personne sans aucune formation dans une classe. C'est une manière d'utiliser du personnel à coûts réduits, alors que dans le même temps, le ministère n'a de cesse de supprimer des emplois d'enseignants"*, déclaraient les syndicats des personnels du collège. Selon eux, *"cette mesure ne fait que préfigurer la réforme de la formation des enseignants"*. *"Nous boycottons ce dispositif, mais nous ne sommes pas contre accueillir des étudiants pour des stages d'observation, comme nous l'avons toujours fait, à condition qu'ils ne soient pas parachutés dans des classes une semaine pour effectuer le remplacement de l'enseignant"*, affirment-ils par ailleurs. J.P